

33^{ÈME} CONGRÈS DES MAIRES FRANCOPHONES ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES MAIRES ET RESPONSABLES DES CAPITALES ET MÉTROPOLES PARTIELLEMENT OU ENTIÈREMENT FRANCOPHONES (AIMF)

Michel Sidibé, Directeur exécutif de l'ONUSIDA

15 novembre 2013

Hôtel de Ville de Paris, France

Occasion: 33ème Congrès des Maires francophones - Assemblée générale de l'Association internationale des maires et responsables des capitales et métropoles partiellement ou entièrement francophones (AIMF)

DISCOURS

Orateur : M. Michel Sidibé, Directeur exécutif de l'ONUSIDA

Date: 15 novembre 2013

Lieu: Hôtel de Ville de Paris, France

Occasion: 33^{ème} Congrès des Maires francophones - Assemblée générale de l'Association internationale des maires et responsables des capitales et métropoles partiellement ou entièrement francophones (AIMF)

Seul le texte prononcé fait foi

C'est une tâche difficile que de prendre la parole après le Maire de Paris, mais vous conviendrez avec moi que c'est un honneur, un privilège pour moi d'être parmi vous aujourd'hui.

Monsieur le Président de la République,

Votre présence ici est un témoignage très fort de votre engagement pour la Francophonie qui n'est pas seulement, comme l'a dit le Maire de Paris, un espace linguistique, mais aussi un outil de transformation, de construction de nouveaux partenariats, et de nouvelles formes de solidarité pour repenser les anciens schémas de développement.

Mesdames et Messieurs, je suis fier que notre grand-frère Abdou Diouf, ancien Président de la République du Sénégal, conduise l'Organisation internationale de la Francophonie avec vision et sagesse.

Je saisis cet instant en tant que Malien pour exprimer ma reconnaissance à la France pour sa prise de décision courageuse, à une période très difficile dans l'histoire de mon pays, de se battre contre le terrorisme et la barbarie. Cette décision s'inscrit dans la mémoire collective des Maliens, qui n'oublieront jamais votre combat pour l'intégrité et l'unité du Mali. Je vous en remercie et tiens à dire une fois de plus que nous avons tous été peiné par l'assassinat des deux journalistes qui œuvraient à donner la parole aux personnes sans voix et contribuaient à faire avancer la démocratie.

Nous sommes réunis ici, Monsieur le Maire de Paris, grâce à votre effort de créer un espace de dialogue, d'écoute, d'apprentissage et de partage. Je suis persuadé que ce moment est important pour les maires parce qu'entre l'ONUSIDA et vous, il y a cet espace commun, cette vision commune qui nous porte, celle de vouloir éradiquer la souffrance humaine, et celle de nous battre pour l'espoir et pour que la dignité humaine soit au centre de nos préoccupations.

Ces trente dernières années de lutte contre le sida nous ont apporté la leçon suivante : chaque fois que nous mettons l'être humain et la solidarité au premier plan et que nous refusons l'exclusion, nous sommes gagnants. Il y a seulement une dizaine d'années, certains pensaient qu'il n'était pas possible de mettre les personnes sous traitement antirétroviral dans les pays en voie de développement.

Objectif: zéro

Et la France figurait parmi les premiers pays à clamer qu'il était inacceptable que les médicaments soient au nord et les malades au sud. Grâce à ces voix, nous avons dix millions de personnes vivant avec le VIH sous traitement aujourd'hui contre 50,000 personnes dix ans auparavant. Le traitement du VIH était considéré trop cher à USD 10,000 par personne par an. Il est maintenant disponible dans certains pays à un coût de USD 60 par personne et par an. Cette victoire est le résultat de notre solidarité et de notre combat commun pour la justice sociale et la redistribution des opportunités.

On nous disait qu'on ne pouvait pas bénéficier des programmes de prévention. Nous n'avions à cette époque que le Sénégal et l'Ouganda comme seuls exemples.

Je tiens d'ailleurs à remercier encore le Président Diouf. Pour ceux qui ne le savent pas, et alors que personne ne croyait que le sida deviendrait un problème à l'échelle mondiale, le Président Diouf était déjà visionnaire en créant le premier organe de coordination de la lutte contre le sida en Afrique. Il a développé des solidarités avec les communautés en s'alliant aux maires et aux religieux, et aujourd'hui le Sénégal a su contenir son épidémie du VIH.

Au Sénégal et dans d'autres pays où la réponse au sida a été précoce, il n'y a pas eu d'explosion de l'épidémie ; en fait celle-ci décroît. Ce qui est fascinant c'est que cette solidarité a permis de briser la conspiration du silence. Un mouvement social mondial a été créé, une société civile a émergé, une démocratisation des processus de décision et un nouveau type de gouvernance ont vu le jour. Par exemple, la société civile participe aux conseils d'administration de l'ONUSIDA. Il en est de même pour le Fonds mondial. Il est rare que la société civile et les états aient l'occasion de débattre ensemble des questions de santé et de justice sociale. Non seulement nous avons réussi à réduire la transmission du VIH au Sénégal et en Ouganda, mais nous avons brisé la trajectoire de cette épidémie dans au moins 56 pays. Aujourd'hui avec la réduction de nouvelles infections chez les jeunes, nous œuvrons afin d'assurer qu'il n'y ait plus de bébé qui naisse avec le VIH d'ici en 2015 et d'avoir une génération nouvelle sans sida. Et pourtant on nous prenait pour des rêveurs lorsque nous avons lancé ce programme.

Le sida nous a non seulement aidés à repenser les questions d'accès aux médicaments, mais il a également permis d'établir de nouveaux paradigmes de développement. Aujourd'hui nous avons complètement reconfiguré la logique de la participation, et de nouveaux mécanismes de cofinancement existent. Pour la première fois les ressources domestiques affectées à la lutte contre le sida dépassent les ressources provenant des pays donateurs. Pour la première fois on constate en Afrique une augmentation de 150% des ressources domestiques investies dans la lutte contre le sida. Il y a quelques années encore le déni prévalait en Afrique du Sud. Aujourd'hui ce pays enregistre 2,300 000 personnes sous traitement antirétroviral (le plus important programme de traitement au monde) et contribue à hauteur de deux milliards de dollars de son budget domestique pour la lutte contre le sida.

Nous voyons des transformations un peu partout de l'architecture même du financement - ce qui est très encourageant. Nous voyons naître une responsabilité partagée ainsi que des mécanismes de cofinancement.

Mais on est loin d'avoir gagné cette bataille. On continue à être confronté à des inégalités dues à la marginalisation et à l'exclusion : 90% des 1,700 000 décès liés au sida sont comptabilisés dans les pays en voie de développement.

Monsieur le Président, lorsque nous parlons d'accès universel à la prévention, au traitement, aux soins et au soutien liés au VIH, nous faisons face malheureusement à des obstacles universels liés à des lois punitives et des personnes qui devraient avoir accès aux services de santé en sont privées. On recense aujourd'hui 76 pays avec des lois homophobes et 41 pays qui ont encore des formes de restriction pour l'entrée, le séjour et la résidence de personnes vivant avec le VIH.

Je me rappelle encore avec tristesse de cette jeune fille rencontrée au Burundi née de parents atteints du sida. Devenue orpheline, elle s'est battue pour être la première de sa classe et a obtenu un baccalauréat avec mention. Lorsqu'elle a postulé pour une bourse d'études dans un pays développé où persistent de telles restrictions, son admission à l'université lui a été refusée à la découverte de sa séropositivité. D'une certaine manière, ses projets de vie professionnelle ont été anéantis par de mauvaises lois. Nous devons nous battre pour éliminer partout ces lois.

Nous devons faire en sorte que personne ne soit exclu de son droit d'avoir accès au traitement du VIH du fait de son orientation sexuelle, de sa race ou de sa condition sociale. Notre seule boussole devrait être la justice sociale et le refus de l'exclusion.

Les maires francophones constituent le dernier rempart contre l'exclusion. Plus que n'importe quel autre espace, la francophonie est la mieux à même de porter cette voix. Ensemble nous pouvons mettre fin au combat contre le sida ; faire en sorte que les 18 millions vivant avec le VIH qui ne sont pas sous traitement aujourd'hui puissent y avoir accès ; et faire en sorte que l'objectif de zéro nouvelle infection à VIH, zéro discrimination et zéro décès lié au sida soit réalisé.

Je vous remercie tous de votre soutien, et en particulier la France.

Monsieur le Président, je tiens à saluer vos efforts persistants pour maintenir les contributions de votre pays au Fonds mondial afin que les malades puissent avoir accès aux antirétroviraux. Sous votre leadership, la France a maintenu sa position de 2^{ème} contributeur au financement du Fonds mondial.

Enfin, je voudrais rendre hommage au Maire de Paris et à son équipe pour tout le travail accompli. Grâce à la solidarité de la ville de Paris, 50,000 personnes vivant avec le VIH dans les pays en voie de développement sont sous traitement chaque année et 500,000 personnes bénéficient de programmes de prévention du VIH.

Encore une fois, toutes mes félicitations et merci.

[FIN]

Contact

ONUSIDA Genève | Sophie Barton-Knott | tél. : +41 22 791 1697 | bartonknotts@unids.org

ONUSIDA

Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) guide et mobilise la communauté internationale en vue de concrétiser sa vision commune : « Zéro nouvelle infection à VIH. Zéro discrimination. Zéro décès lié au sida. » L'ONUSIDA conjugue les efforts de 11 institutions des Nations Unies – le HCR, l'UNICEF, le PAM, le PNUD, l'UNFPA, l'UNODC, ONU Femmes, l'OIT, l'UNESCO, l'OMS et la Banque mondiale. Il collabore étroitement avec des partenaires mondiaux et nationaux pour que la riposte au sida donne les meilleurs résultats possibles. Pour en savoir plus, consultez le site unaids.org, et suivez nous sur Facebook et Twitter.